



Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Rédaction de la déclaration ministérielle de Nairobi

Des progrès ont été réalisés dans la planification de la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui sera tenue à Nairobi, au Kenya, en décembre prochain. Lors des récentes discussions concernant la Conférence ministérielle (CM10), divers pays ont présenté leurs suggestions afin de trouver une solution, à la fois pour la Conférence ministérielle elle-même et pour le programme de travail de l'après-Nairobi.

La semaine dernière, certains membres du Groupe de Cairns, à savoir l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, le Rwanda, l'Uruguay et le Vietnam, ont montré leur déception face aux piètres progressions en agriculture, l'élément central du Programme de Doha pour le développement (PDD). Ils ont demandé d'inclure cette démonstration de regret dans la déclaration de la CM10, soulignant que « les engagements que les Membres ont pris pour corriger le déséquilibre en agriculture reflétaient une reconnaissance générale de l'important décalage entre les règlements et les engagements qui gouvernent le commerce international en agriculture et ceux qui gouvernent le commerce des produits non agricoles. »

Dans un document distribué le 10 novembre, le groupe a écrit que « le non-aboutissement de ces engagements, y compris dans les négociations de Doha, a limité les bienfaits pour le développement – que l'on parle d'emplois, de génération de revenus ou de lutte contre la pauvreté – du cadre des règles sur le commerce international de l'OMC. »

Le 12 novembre, le groupe a présenté une autre demande – cette fois avec le soutien du Chili, de la

Colombie et de la Thaïlande – laquelle, selon certains observateurs, a été rédigée de manière ambiguë, mais constructive afin de forcer les Membres à changer leur stratégie et à envisager d'autres approches (telles que l'approche plurilatérale) pour parvenir à des résultats concernant l'agriculture.

Dans ce nouvel énoncé, le groupe a réitéré sa déception quant à l'incapacité des Membres à parvenir à une entente concernant tous les enjeux significatifs en agriculture.

« Nous avons remarqué que des divergences substantielles persistent dans ce domaine des négociations, malgré les efforts déployés pour trouver des solutions. Des engagements politiques plus importants seront nécessaires dans le futur », a souligné la coalition.

« Étant donné que les principaux aspects du programme de réforme de l'agriculture ne peuvent être négociés de manière efficace qu'au sein de l'OMC, les Membres traiteront tous les aspects du programme de réforme de l'agriculture de manière prioritaire, dans le but de réduire de manière significative le soutien interne qui a des effets de distorsion des échanges, d'apporter des améliorations significatives à l'accès au marché et d'aller de l'avant avec l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation et autres mesures équivalentes. Le TSD [traitement spécial et différencié] fera partie intégrante de ces négociations », a écrit le groupe

Travail de l'après-Nairobi et nouveaux enjeux commerciaux

La République de Corée a également présenté une proposition de rechange, qui aiderait, elle l'espère, à resserrer l'écart entre les principaux Membres de l'OMC concernant les enjeux restants. La Corée a

suggéré de continuer de discuter des sujets en suspens du PDD à l'OMC, ce qui, selon elle, aiderait à préserver le pilier de négociations de l'organisation, tout en en faisant le principal forum pour les négociations commerciales.

À cette fin, la Corée suggère que les Membres réaffirment leur engagement envers les principes du TSD et de réciprocité non intégrale pour les pays en développement dans la déclaration de la CM10, mais au moyen d'un TSD « adéquat », ce qui pourrait laisser la porte ouverte à certaines différenciations importantes entre les pays en développement, lesquelles sont essentielles à l'atteinte d'un consensus par les Membres.

La Corée a également pressé les représentants officiels de l'OMC de poursuivre leur remue-ménages sur la meilleure façon de traiter les enjeux restants, tout en leur suggérant d'éviter de prendre toute décision à Nairobi concernant la marche à suivre et d'attendre plutôt en 2016, dans l'objectif de parvenir à une entente avant la fin de l'année prochaine. Essentiellement, elle veut que les Membres aient une marge de manœuvre pour décider du sort du PDD.

« Nous leur demandons de trouver une approche de négociations propice à l'atteinte d'un accord, tout en tirant profit des progrès importants effectués jusqu'à présent, y compris les déclarations ministérielles et les autres décisions adoptées dans le cadre du PDD, dans la mesure où cela contribue à établir un consensus », a indiqué la Corée par écrit, ajoutant que les Membres devraient prendre en charge ou du moins explorer « tout enjeu relatif au commerce considéré nécessaire pour suivre l'évolution de l'économie mondiale et en tenir compte ».

Le représentant pour le commerce des États-Unis, Michael Froman, croit aussi au besoin de prendre en

charge les nouveaux enjeux. Aujourd'hui, lors de sa déclaration d'ouverture à la conférence ministérielle de l'APEC, à Manila, il a affirmé que « les Membres de l'OMC ont l'occasion de faire de la CM10 un succès, en parvenant à un ensemble de résultats mesuré, mais significatif, et d'y atteindre un accord sur la manière de gérer les enjeux en suspens et émergents. »

Élimination des subventions à l'exportation d'ici 2018

Concernant les livrables de la CM10, des sources affirment que le Brésil s'allie à l'UE afin de rédiger une proposition qui représenterait un ensemble de résultats significatif. Ces sources indiquent que cette proposition conjointe suggérerait d'éliminer les subventions à l'exportation des pays développés d'ici 2018 et celles des pays en développement d'ici 2021.

La période de 180 jours pour le remboursement des crédits d'exportation sera maintenue malgré les préoccupations des États-Unis. Cependant, le Brésil et l'UE établiraient des disciplines spéciales afin d'accommoder les États-Unis, leur permettant un remboursement entre 180 et 270 jours jumelé à certaines primes d'assurances.

De plus, une limite de 15 % du volume de revente serait permise pour l'aide alimentaire, et les Membres auront jusqu'en 2020 pour éliminer leurs entreprises commerciales d'État tout en assurant la mise en place d'un TSD pour accommoder les pays en développement, particulièrement la Chine, qui détient de nombreuses entreprises commerciales d'État agricoles.

Tous les Membres commenceront à travailler sur la déclaration ministérielle de Nairobi le 17 novembre, en tenant compte des diverses propositions soumises récemment par les Membres à ce sujet.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVÉS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubatio
du Canada